

## **TI\_GERICHTE 35.2002.25 vom 15. Januar 2002**

TI Tribunale d'appello, 2002-01-15, IT

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti\\_gerichte\\_35.2002.25](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_35.2002.25)

FR: TI\_GERICHTE 35.2002.25 du 15 janvier 2002

IT: TI\_GERICHTE 35.2002.25 del 15 gennaio 2002

### **Regeste**

Sentenza o decisione senza scheda

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

La prassi adottata dagli assicuratori-infortuni a cui lei fa riferimento nel certificato dell'8 marzo 2002, è da considerare corretta da un punto di vista medico-scientifico?

#### **E. 2**

Nel caso concreto, l'assicurato ha o meno raggiunto lo status quo ante/sine a distanza di sei mesi dall'infortunio, quindi a novembre 2001?

#### **E. 3**

di parte convenuta ed ai quesito n. 1 e n.3 di parte ricorrente: "... Compte tenu de la personnalité prétraumatique, un rapport de causalité naturelle entre symptômes et l'événement traumatique peut être admis jusqu'en novembre 2001. Par la suite, les symptômes sont plutôt en relation avec des facteurs favorisants (personnalité prétraumatique et tendance aux crises de migraine, antérieures au traumatisme" - la sottolineatura é del redattore; "A partir de décembre 2001 (7ème mois après l'accident), les symptômes dont souffrait le patient ne devraient plus être considérés en relation de causalité naturelle avec l'événement traumatique"). A questo proposito, egli ha precisato che fino al termine del mese di ottobre 2001, i disturbi risentiti da \_\_\_\_\_ costituivano la conseguenza esclusiva dell'infortunio del maggio 2001. Nel mese di novembre 2001, invece, la relazione di causalità fra il danno alla salute e l'infortunio, è stata soltanto parziale. Il perito giudiziario ha motivato le proprie conclusioni nel seguente modo: "(...) En résumant, M. \_\_\_\_\_ présente des traits de personnalité à caractère anxieux et des antécédents évoquant une tendance à développer des migraines. A la suite d'un traumatisme facial violent, avec lésions dentaires, cutanées et des muqueuses, il développe des algies faciales atypiques, totalement incapacitantes pendant les premiers mois qui suivent le traumatisme; l'évolution à long terme est cependant favorable sous traitement anti-migraineux. Comment s'explique cette durée particulièrement longue de douleurs qui, habituellement, se résolvent rapidement? Les algies faciales de M. \_\_\_\_\_ sont vraisemblablement l'expression du terrain migraineux sur lequel l'épine irritative (atteinte nociceptive) traumatique agit comme élément déclenchant et qui entretient la symptomatologie pendant quelques mois, favorisée aussi par l'anxiété du patient. Les publications à cet égard soulignent le fait que ce n'est pas tant l'importance du traumatisme initial qui explique cela, mais justement des facteurs non traumatiques et notamment une personnalité prétraumatique particulière, comme celle admise chez M. \_\_\_\_\_, ou encore des antécédents de douleurs chroniques, éventuellement de type migraine. Il est de

plus à noter que, d'après les publications, en présence de céphalées post-traumatique importantes, deux mois après le traumatisme, un blessé présentera très vraisemblablement une symptomatologie analogue, sans évolution favorable, deux ans après le traumatisme. Or, nous avons constaté que M. \_\_\_\_\_ est aujourd'hui totalement guéri : dès lors, on peut admettre que les facteurs favorisant l'évolution à long terme ne semblent jouer dans son cas qu'un rôle mineur. Pour ce qui concerne la relation de causalité, fondamentale dans le cadre de cette discussion (assurance-accidents) quant au traumatisme et au développement des algies faciales, nous devons admettre qu'une relation de causalité naturelle subsiste, étant donné que la relation temporelle entre apparition des symptômes et lésions initiales, pouvant d'habitude engendrer ou déclencher des douleurs faciales, est bien établie. Cette relation est fondamentale pour diagnostiquer des céphalées post-traumatiques (cf. la définition communément admise par la communauté scientifique internationale). De plus, nous savons qu'une irritation des muqueuses nasales, éventuellement traumatique, est un facteur déclenchant des migraines et plus en général des algies faciales, même atypiques. En conséquence, les algies faciales atypiques de M. \_\_\_\_\_ doivent bien être considérées post-traumatiques : seule leur durée, particulièrement longue, est influencée par des facteurs extra-traumatiques, facteurs jouant cependant un rôle mineur (cf. plus haut). Dans un contexte asséculo-logique comme le nôtre, nous sommes obligés d'évaluer quantitativement les symptômes, dont l'intensité n'est en principe pas mesurable, du fait de leur caractère purement subjectif. Comment les quantifier? Compte tenu du fait que la durée totale des symptômes est de 10 mois, on peut admettre que 2/3 de la durée des symptômes sont à considérer comme les conséquences du traumatisme et qu'1/3 de la durée serait plutôt l'expression de facteurs favorisants (rôle mineur). On peut donc admettre que le traitement et l'incapacité de travail résultant des douleurs sont totalement en relation avec le traumatisme jusqu'en octobre 2001. A partir de novembre 2001, on pourrait admettre qu'une incapacité de travail partielle, en relation avec des douleurs résiduelles, est encore la conséquence du traumatisme. Cependant, à partir de décembre 2001, les douleurs ne seraient plus interprétées comme l'expression du traumatisme et de ses suites, mais plutôt comme l'expression des facteurs favorisants" (XXIV, p. 9-11) Rispondendo quindi ai quesiti postigli dalle parti, il dott. \_\_\_\_\_ ha riconosciuto l'insorgente inabile al lavoro in misura totale sino alla fine del mese di ottobre 2001 (recte: sino al 29 ottobre 2001, visto che l'assicurato ha ripreso il lavoro il 30 ottobre 2001, cfr. doc. \_ e \_) e, successivamente, nella misura del 50% (fino a fine novembre 2001): "... Un tel traumatisme peut-il justifier une incapacité de travail pour un comptable pendant une période aussi longue? La sensibilité à la douleur, notamment post-traumatique, n'est qu'en partie en relation avec l'intensité du traumatisme et des lésions qui en sont la conséquence. Des facteurs individuels jouent un rôle, à long terme mineur dans notre cas, comme nous l'avons vu. On peut donc justifier une incapacité de travail d'une durée relativement longue, pour un comptable après un traumatisme de ce type. En effet, ce type d'activité exige la pleine possession des capacités mentales. " " ... Du point de vue médical, serait-il imaginable que l'assuré, qui se plaignait de vertiges secondaires, de syndrome psychasthénique, ainsi que de céphalées, ait pu piloter un hélicoptère? Comment l'incapacité de travail de 50% se justifie-t-elle s'il pouvait piloter? Une incapacité de travail comme suite du traumatisme se justifie à 50% au cours du premier mois de reprise de travail. D'autre part, M. \_\_\_\_\_ nous affirme qu'il a exercé son activité de pilote d'hélicoptère seulement à partir de mars 2002, à savoir lorsqu'il avait désormais retrouvé sa pleine capacité d'emploi. " " ... Ces troubles justifiaient-ils, pour un comptable, une incapacité de travail de 100% jusqu'au

31.10.2001 et de 50% jusqu'au 28.2.2002? L'ensemble des troubles résultant des séquelles du traumatisme et des facteurs favorisants justifient une incapacité de travail prolongée de ce type. L'incapacité partielle résiduelle de 50% à partir de décembre 2001 serait cependant l'expression de troubles de nature non traumatique. " (XXIV, risposta ai quesiti n. 2 e 5 di parte convenuta ed al quesito n. 3 di parte ricorrente). Alla luce delle risultanze della perizia giudiziaria, che è senz'altro completa sui punti litigiosi, chiara nell'esposizione degli elementi sanitari e nella valutazione della situazione (cfr. RJJ 1995 p. 44; RAMI 1991 U 133 p. 312 consid. 1b), ragione per cui deve essergli riconosciuta piena forza probante, lo scrivente TCA considera accertato, con il grado di verosimiglianza richiesto dalla giurisprudenza federale, che \_\_\_\_\_ - tenuto conto dei soli disturbi in relazione di causalità naturale (ed adeguata, cfr. la dottrina e la giurisprudenza menzionate al consid. 2.6. in fine) con l'infortunio del 9 maggio 2001 - ha presentato un'incapacità lavorativa totale fino al 29 ottobre 2001 ed in misura del 50% fino al 30 novembre 2001. A contare dal 1° dicembre 2001, l'assicurato ha invece raggiunto lo status quo sine, di modo che, da tale data in poi, è pure venuta meno la responsabilità della \_\_\_\_\_ (cfr. consid. 2.5.). Questa Corte non ignora il fatto che, trattandosi del mese di novembre 2001, il perito giudiziario ha indicato che i disturbi accusati dal ricorrente erano soltanto in parte conseguenza dell'evento infortunistico assicurato. Nondimeno, in virtù dell'art. 36 cpv. 1 LAINF, tale circostanza non consente all'assicuratore LAINF convenuto di procedere ad una riduzione delle proprie prestazioni (indennità giornaliera). Per quanto riguarda le lezioni di volo che l'assicurato avrebbe seguito posteriormente all'infortunio, occorre rilevare che dalla relativa documentazione consegnata in data 8 aprile 2003, si evince che \_\_\_\_\_ ha effettivamente volato il 12, dalle 17° alle 17.41, il 22, dalle 17.55 alle 18.56, nonché il 23 maggio 2001, dalle 16.35 alle 17.28 (cfr. XXXI 1). Dagli atti non risulta che dopo il 23 maggio 2001 egli abbia ancora volato. Ora, secondo il TCA, questa circostanza non è suscettibile, da sola, di supportare la tesi difesa dalla \_\_\_\_\_ con la sua impugnata decisione su opposizione. In effetti, al fatto che il ricorrente, nel corso delle due settimane successive all'infortunio, abbia effettuato tre voli di istruzione, non può essere attribuito alcun significato per rapporto alla questione concernente la sussistenza, dopo il 31 ottobre 2001, di un legame causale con l'evento traumatico assicurato. D'altro canto, i voli in questione sono stati effettuati in un periodo in relazione al quale l'assicuratore LAINF aveva già pacificamente riconosciuto l'esistenza di una completa incapacità lavorativa e, quindi, versato le corrispondenti indennità giornaliera. Infine, vista l'interruzione di qualsiasi attività di volo dopo il 23 maggio 2001, è plausibile che, dopo tale data, \_\_\_\_\_ non sia più stato in grado di pilotare un velivolo, così come da lui stesso sostenuto (cfr. XXXV: "Proprio per le difficoltà susseguenti l'infortunio, su consiglio dell'istruttore medesimo, queste lezioni sono poi state definitivamente interrotte"). Del resto - contrariamente a quanto preteso dalla \_\_\_\_\_ in data 29 aprile 2003 (cfr. XXXIII: "... , tant'è vero che egli (v. all. Z 15 e Z 16) ha fatto rinviare per ben tre volte (il 20.08.01, il 16.10.01, il 20.11.01) la visita presso il perito medico asserendo di essere assente frequentemente in Francia per ottenere il brevetto di pilota. Alla luce di quanto prodotto, appare del tutto verosimile che egli abbia continuato a volare anche all'estero") - dagli atti all'inserto non emerge affatto che l'assicurato, dopo il 23 maggio 2001, avrebbe ancora compiuto dei voli di istruzione all'estero. Infatti, dalla nota dattiloscritta che figura sul doc. \_\_, relativa ad una conversazione telefonica intercorsa il 5 ottobre 2001 fra \_\_\_\_\_ ed un collaboratore della \_\_\_\_\_, risulta che in Francia l'insorgente si era recato per sostenere gli esami teorici necessari per ottenere il brevetto di pilota di elicotteri (cfr. doc. \_\_):

"... giustifica i rinvii degli appuntamenti dal dr. \_\_\_\_\_ causa sue frequenti assenze in Francia per ottenere il brevetto di pilota di elicotteri (dal 22.05 non vola più ed in seguito all'infortunio ha difficoltà di concentrazione che spera non gli pregiudichino il penultimo esame teorico)" - la sottolineatura è del redattore).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.